



Benoît Hamon

Député européen (PS)

Sur l'Europe, des convergences avec Nicolas Sarkozy

BENOÎT HAMON, L'UN DES LEADERS DE L'AILE gauche du PS, partisan du « non » au référendum de 2005 sur la Constitution européenne, a réservé une surprise de taille aux ingénieurs qui avaient bravé le froid et la grève dans les transports publics pour assister au petit déjeuner du **club Lamennais** du 16 novembre, présidé par Robert Descours, vice-président du **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF)**, et animé par le rédacteur en chef de la lettre **Horizons politiques**, François Gervais, en accordant un satisfecit global à la politique européenne de... Nicolas Sarkozy.



Robert Descours et Benoît Hamon

Le président de la République avait recueilli pourtant un accueil mitigé, au début de la semaine, en prenant la parole devant le Parlement européen. Le député PS de l'Assemblée de Strasbourg, spécialisé dans les affaires économiques et monétaires, et dans le marché intérieur, a dressé, lui, tout au contraire, un bilan globalement positif des prises de positions de Nicolas Sarkozy. Comme si, débarrassé de la fonction de secrétaire national du PS au projet européen à laquelle il a mis fin volontairement, il entendait reprendre sa liberté de parole – et de pensée – et parler sans *a priori*, ni tabou.

Les ingénieurs n'en croyaient pas leurs oreilles en entendant cet ancien partisan de Laurent Fabius affirmer que « le président Sarkozy avait identifié le malaise des citoyens européens par rapport à certains effets collatéraux de la construction européenne et la nécessité aujourd'hui pour l'Europe d'être beaucoup plus pragmatique dans la compétition internationale. Je pense, ajoutait-il, que le président Sarkozy a fait un inventaire lucide des défaillances de l'Union européenne (...) Il a parfaitement raison de le faire. Il y a un relatif consensus de la classe politique française aujourd'hui sur la nécessité d'avoir des instruments de politique macro-économique

beaucoup plus puissants qu'ils en ont aujourd'hui. »

Benoît Hamon a particulièrement apprécié la position du président Sarkozy réclamant que le Conseil européen soit mieux associé à la politique des changes de la Banque centrale. « C'est un point de consensus entre le président Sarkozy et son principal parti d'opposition », a-t-il dit. Bref, pour un peu, on dirait que le fameux « plan B » de Laurent Fabius – celui que le partisans du « non » avaient promis sans en préciser les contours –, c'est... Nicolas Sarkozy qui serait en passe de le trouver. L'obtenir, c'est sans doute une toute autre affaire !

Les priorités fiscale et budgétaire de l'UE

Ce sont surtout les questions financières et monétaires qui inquiètent au premier chef le parlementaire européen socialiste. Pour lui, la présidence française va être confrontée aux questions budgétaires au second semestre de 2008. Le président Sarkozy en a parlé sous l'angle d'une reconversion de la politique agricole commune (PAC). Mais il faut, selon Benoît Hamon, aller au-delà et créer un impôt européen, une taxe additionnelle à l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS), et autoriser l'Union européenne à faire du déficit et à emprunter ce qui pourrait dégager des marges de manœuvres.

La décision des « Cinq » de limiter le budget à 1% du Produit intérieur brut de l'Union européenne (1,04% actuellement) a installé, selon lui, l'Union européenne dans une incapacité à mettre en place des politiques réellement structurelles de recherche et de développement. « Alors que l'Europe est la première puissance économique mondiale, nous avons de grands engagements qui sont très peu suivis d'effets », a-t-il souligné. Cela est d'autant plus inquiétant que la croissance en Europe n'est pas bonne et qu'à l'exception notable de la France, la démographie est insuffisante.

L'autre point crucial où il attend une « initiative lourde » de l'Union européenne, c'est celui de la fiscalité plus que l'harmonisation sociale à laquelle il ne croit pas (à l'exception peut-être de la mise en œuvre d'un « Smic européen minimal »). « Les choses en matière de fiscalité peuvent embrayer assez vite. Les uns et les autres y viennent, a-t-il souligné. Objectivement, l'Euroland est fait pour cela. Nous avons un instrument de pilotage avec le président de l'Eurogroupe, la Banque centrale européenne et le pacte de stabilité et de croissance. »

Mais – et c'est un sérieux coup de canif au satisfecit global accordé à la politique européenne de Nicolas Sarkozy –, Benoît Hamon estime que le président français ne sera pas en mesure de procéder à une « harmonisation fiscale » au sein de l'Eurogroupe même si les socialistes vont faire pression sur lui pour qu'il accélère la « coopération renforcée » dans ce domaine. Cela est grave car, selon lui, la construction européenne s'arrêtera tôt ou tard si l'on n'avance pas dans le domaine de la fiscalité.



Une capacité de restaurer les relations transatlantiques

Décidément peu avare de compliments à l'égard de Nicolas Sarkozy, Benoît Hamon a accordé un nouveau bon point au chef de l'Etat sur le changement de la diplomatie française, notamment comparée à celle de la présidence Chirac. « Tout le monde a compris que l'analyse du président Sarkozy, c'est de considérer que le leadership en Europe dépendait au moins autant de sa capacité à être le moteur de la construction européenne que de restaurer la qualité des relations transatlantiques. Ce qui bouscule quelques chancelleries, a-t-il relevé, mais c'est une situation intéressante. »

Après avoir souligné que l'on se rapprochait de plus en plus d'un « grand marché transatlantique unique » entre l'Union européenne et les Etats-Unis, Benoît Hamon a poursuivi : « Je ne vois pas forcément d'un mauvais œil le fait de restaurer des relations transatlantiques sauf que je trouve curieux de la part de Nicolas Sarkozy d'être aussi proche de l'actuelle administration américaine. » En tout état de cause, que ce soit sur la relance européenne avec le mini-traité ou les rapports avec les Etats-Unis, le bilan des six premiers mois de présidence de Nicolas Sarkozy est jugé plutôt positivement.

Satisfecit à Thibault et Delanoë

Interrogé sur le mouvement de grève dans les transports à propos des régimes spéciaux et plus particulièrement de l'attitude du leader de la CGT dans ce conflit, le député européen a donné un autre satisfecit... à Bernard Thibault. « C'est un type intelligent », a-t-il dit en laissant entendre que le leader cégétiste chercherait à déjouer la tactique de Nicolas Sarkozy qui souhaiterait organiser une confrontation « dure » sur un mouvement social, peu populaire, pour avoir les mains libres, et dérouler ensuite sur tout le reste. Avec le « négociations » de Bernard Thibault, « il peut y avoir un renversement du rapport de forces », a-t-il dit.

A propos du Parti socialiste, Benoît Hamon, qui vient de lancer le *think-thank* « La Forge », estime qu'il faut « tout retirer de A à Z ». La refondation doit porter sur la nature du PS et la perspective stratégique pour reconquérir le pouvoir. Mais il ne croit pas possible de mettre en place une « UMP de gauche avec tous les socialistes le petit doigt sur la couture du pantalon. Ce n'est pas la culture de la gauche », estime-t-il. Enfin, parmi les dirigeants socialistes, le parlementaire européen croit dans les chances de Bertrand Delanoë, un « pro qui connaît la boutique ». « C'est un vrai politique. De ce côté-là, il ressemble beaucoup à Sarkozy », a-t-il ajouté. Il pense, par ailleurs, que la « parenthèse » Ségolène Royal est refermée et « redoute » que cette parenthèse ne concerne aussi François Hollande. Quel plaisir d'avoir comme invité un quadra politique brillant qui parle sans crainte ni tabou. Merci Monsieur Hamon !



Benoît Hamon

Député européen (PS)

PORTRAIT

L'homme de la relève à la gauche du PS

CE BRETON, TOUT JUSTE QUADRAGÉNAIRE, PRÉSENTÉ parfois comme le futur premier secrétaire du PS de 2008, est à la fois bossueur, cogneur et bagarreur. Cette réputation lui vient du temps où, jeune socialiste, avec son copain Régis Juanico, nouveau député socialiste de la Loire (qui lui a succédé à la tête du *Mouvement des jeunes socialistes, MJS*, en 1995), ils étaient obligés de se battre dans les manifestations d'étudiants à la fois contre les militants d'extrême droite et ceux d'extrême gauche. « On a pris des coups dans plusieurs bagarres. Notre réputation de cogneurs vient de cette époque », confie-t-il. Des coups, il en prend encore... dans l'équipe du XV parlementaire de rugby dont il a été le capitaine et qui est la seule « équipe de France » de rugby à avoir battu les Argentins (les parlementaires français ont perdu leurs deux autres matchs du « mondial » contre l'Australie et la Nouvelle-Zélande). « Dès que je le peux, le lundi soir, je vais à l'entraînement de rugby », avoue-t-il, mais il lui a fallu faire une pause car il s'est cassé un doigt lors d'un match. Ce sportif à l'allure svelte et élégante, futur père (pour la première fois en janvier), joue parfois au football pour se détendre, le dimanche dans le bois de Vincennes à Paris, avec son copain, le sénateur David Assouline, benjamin de la Haute assemblée.

Une « chèvre » qui n'a pas peur des « lions »

Benoît Hamon aït choisi une « chèvre » comme sigle sur son blog, pour faire face aux autres « quadrupèdes » socialistes : les mammoths, jeunes lions et autres éléphants. La chèvre, cela lui est venu en lisant un auteur malien, Amadou Hampaté Ba, qui a écrit : « Si tu vois une chèvre devant la tanière du lion, aie crainte de la chèvre ! » Ce qui peut s'interpréter de deux manières, selon lui : « Soit la chèvre est étourdie, soit elle se sent suffisamment forte pour se placer devant la tanière... c'est le côté têtu de la chèvre », précise-t-il. Ce Breton têtu qui dirige, au sein du PS, le courant de gauche du « *Nouveau parti socialiste* » (NPS) avec Henri Emmanuelli – lui aussi connu pour avoir un fichu caractère –, s'entend particulièrement bien avec... Martine Aubry. Il l'a connue quand Lionel Jospin lui a confié en 1995 la conduite de la campagne des jeunes pour l'élection présidentielle. Martine Aubry était la porte-parole du candidat à l'époque, et lorsqu'en 1997, elle devint ministre de l'Emploi dans la *dream team*, elle fit appel à Benoît Hamon et lui confia le secteur de l'emploi des jeunes. Un jour, en 1998, la ministre qui devait inaugurer dans sa ville de Lille une statue de François Mitterrand en présence de la famille, de Pierre Mauroy et de représentants de la fédération socialiste du Nord, lui demanda de préparer un discours, la personne chargée habituellement de ce travail étant malade. « C'était un samedi, se souvient-il. Le lundi, dès l'heure de l'ouverture des



bureaux, elle m'a convoqué pour me dire : "je veux que tu bosses maintenant sur les questions politiques et mes discours !" » C'est ainsi – par hasard – qu'il est devenu le conseiller politique et la « plume » de Martine Aubry pendant un an et demi. « J'ai d'excellentes relations avec elle. On s'appelle régulièrement. On va travailler ensemble », affirme Benoît Hamon. Au passage, lorsqu'on lui demande ce qu'il pense des 35 heures, il répond sans hésiter que, contrairement à d'autres au PS, il n'a pas d'« état d'âme » sur cette question.

Plus proche de Martine que de Ségolène

« J'ai beaucoup appris à travailler avec Martine Aubry, à voir bosser Lionel Jospin à la tête du PS, et j'apprends aussi beaucoup auprès d'Henri Emmanuelli qui a une expérience politique considérable. C'est celui avec lequel je travaille le plus puisque, lui et moi, nous incarnons la gauche du PS », précise-t-il. Mais il ne revendique aucun « père » (ou « mère ») spirituel en politique. Il n'accepte pas non plus d'être présenté comme le dernier des « Hollandais ». « Au lendemain de l'élection présidentielle, explique-t-il, il y a eu une grosse tentative chez Ségolène Royal de prendre le parti socialiste en force. Nous avons dit que la logique voulait que nous ayons un premier secrétaire qui assure les affaires courantes et que, si nous n'avions pas de candidat, la logique voulait que ce soit le premier secrétaire. » La preuve que Benoît Hamon n'est pas le dernier des « Hollandais », il l'a donnée publiquement en démissionnant le 6 novembre de son poste de secrétaire national au projet européen que François Hollande lui avait confié après la victoire du

« non » au référendum de mai 2005. Partisan du « non », il a rédigé la base du projet européen du PS pour la présidentielle en cherchant à dépasser les anciens clivages.

Et s'il reconnaît que le problème avec Ségolène Royal, « c'est qu'elle n'arrête pas de changer d'avis », il est néanmoins satisfait d'avoir constaté que la candidate du PS à l'élection présidentielle s'est beaucoup inspirée du projet européen qu'il avait rédigé. « C'est l'un des sujets sur lesquels elle est restée fidèle à ce que l'on proposait », souligne-t-il.

Bon orateur, redoutable bretteur, Benoît Hamon ne veut se mettre mal avec personne. Pas même avec ses anciens amis, Julien Dray, Vincent Peillon et Arnaud Montebourg avec qui il avait fondé en 2002 le « *Nouveau parti socialiste* », et qui sont allés vers Ségolène Royal alors que, lui, a pris fait et cause pour Laurent Fabius dans la « primaire » pour la candidature à l'élection présidentielle.

Un licencié en Histoire, fils d'ouvrier

Fils d'un ouvrier entré comme apprenti à quinze ans à l'Arsenal de Brest et qui en est ressorti à cinquante-sept ans et demi en préretraite, il sait d'où il vient et ne cherche pas à l'oublier en se brûlant les ailes avec les *people*. Il n'a rien à voir avec les nantis de la direction actuelle. Lui, il n'est pas sorti de Sciences Po ni de l'ENA. Il a une simple licence en Histoire de l'université de Brest. Et encore, reconnaît-il, dès qu'il est entré en 1987 à l'Unef et au Parti socialiste (immédiatement enrôlé chez les rocardiens très structurés en Bretagne), « j'ai surtout fait la grève » contre la loi Devaquet notamment.

Après avoir été, pendant deux ans (1991-1993), assistant parlementaire d'un député de Gironde rocardien, Pierre Brana, qui voulait comme assistant à Paris des militants et non des « gens de Sciences Po », Benoît Hamon fut élu en 1993 président du *Mouvement des jeunes socialistes* qui devint statutairement autonome la même année alors que Michel Rocard était premier secrétaire du PS. C'est à partir de cette date, le MJS étant devenu un enjeu de pouvoir au sein du PS, que Benoît Hamon s'est forgé une zone d'influence auprès des « jeunes » et au sein même de son parti. Elu député européen en 2004, il a occupé les fonctions de porte-parole du PS pendant la dernière campagne des législatives (après la prise de distance du titulaire de ce poste Julien Dray, conseiller de Ségolène Royal). Benoît Hamon vient de présenter le 10 novembre, avec Noël Mamère, un *think-tank*, lieu de débat ouvert à tous les militants, syndicalistes et autres associatifs, qu'il a appelé « la Forge » : pour se forger un avenir de leader au PS si celui-ci décidait, au prochain congrès en 2008, de mettre la barre plus... à gauche.

FRANÇOIS GERVAIS

Fonctions et mandats :

- Député européen PS (Est) depuis 2004
- Conseiller municipal de Brétigny-sur-Orge (depuis 2001)
- Ex-secrétaire national du PS chargé des affaires européennes (2005-2007)

Éléments biographiques :

- Né le 26 juin 1967 à Saint-Renan (Finistère)
- Licencié en Histoire de la faculté de Brest
- Directeur du planning stratégique de Ipsos (2001-2004)